



# Production porcine en Hongrie : diagnostic et perspectives de développement

Jan Peter van Fernej  
Christophe Dutertre  
Robert Kérisit  
Onésime Teffène

**E**n 1993/94, l'Institut Technique du Porc a réalisé, sous convention avec l'OFIVAL, une étude globale sur la production porcine en Pologne, en République Tchèque et en Hongrie. Cette étude soulignait les atouts de l'agriculture hongroise : des grands élevages, des industries agro-alimentaires relativement modernes, une bonne infrastructure générale... Ce pays avait cependant besoin de temps pour effacer les traces laissées par la transition brutale vers l'économie de marché et l'effondrement de l'Union Soviétique, son principal client.

Huit ans après les bouleversements politiques et économiques, on peut juger les évolutions récentes de la production porcine. La présente étude, également réalisée avec l'appui financier de l'OFIVAL, a pour objectif la conduite d'une expertise sur l'état actuel et le devenir prévisible du secteur porcin en Hongrie. L'accent a été mis sur la rencontre des acteurs de la filière : éleveurs, gestionnaires de structures de production ou d'entreprises, abatteurs-transformateurs, le Ministère de l'Agriculture et diverses organisations d'appui à la production porcine.

## Une agriculture en restructuration

La situation économique hongroise est fragile. La Hongrie, qui entretient des relations étroites avec les pays de l'ex-URSS, surtout pour l'échange des produits agricoles, devrait ralentir sa croissance en 1998 en raison de la récente crise en Russie. L'inflation, bien qu'en baisse, reste élevée : 18 % en 1997. En 1997, le taux de chômage dépasse toujours 10 % de la population active.

Depuis les changements politiques et économiques en 1990, la Hongrie a engagé d'importantes restructurations de ses grandes exploitations agricoles. Une préférence était donnée pour conserver les structures en place et éviter l'éclatement des fermes collectives en petites unités individuelles. En 1998, la privatisation est quasiment achevée. Souvent, la privatisation d'une ferme d'État a abouti à la création de plusieurs grandes exploi-

Hongrie : compétitivité modeste des outils de production et d'aval

Parmi les pays de l'Europe centrale et orientale, la Hongrie est l'un de ceux qui entreront dans l'Union européenne dans les dix prochaines années. Huit ans après les bouleversements politiques et économiques, l'ITP a conduit une expertise sur l'état actuel et le devenir prévisible du secteur porcin dans le pays. La production a fortement diminué, les structures de production sont affaiblies. A l'aval, l'abattage est confronté à une surcapacité et à la concurrence, et a perdu des débouchés à l'exportation. Le Ministère de l'Agriculture s'efforce de soutenir cette filière, mais avec des moyens financiers limités.

Après son intégration, la filière porcine sera totalement exposée à la concurrence de l'UE. Malgré les aides susceptibles d'être apportées par l'UE pour améliorer l'infrastructure et la compétitivité du secteur, les retards techniques seront alors déterminants. En l'absence d'importants transferts technologiques et financiers, une nouvelle réduction du cheptel est probable.

tations, polyvalentes ou spécialisées en production végétale ou animale : surtout des entreprises agricoles privées et parfois des coopératives d'un nouveau type. Pour les anciennes coopératives, la privatisation s'est tra-

duite par la restitution des terres aux anciens propriétaires ou héritiers, ou par des indemnités financières.

Quelquefois, une partie des agriculteurs se sont installés à leur compte ou ont créé une nouvelle coopérative.

Résumé



## Une production porcine très affaiblie

Dans le secteur porcin, les liens étroits, déjà existants sous le régime socialiste, entre les exploitations collectives et les petites fermes individuelles se sont maintenus. Ces deux types de structures se partagent le cheptel. Elles sont de natures très différentes et en particulier présentent des écarts de taille énorme. En effet, la majorité des 500 000 petites fermes ont moins de 5 porcs. Près de 700 élevages, entreprises agricoles ou coopératives, détiennent l'autre moitié dans des grandes unités. Leur taille varie de 300 à 2 500 truies. Encore plus d'un tiers de porcs produits dans les fermes individuelles sont détenus sous forme d'intégration par les fermes collectives. L'autre partie, 1,5 à 2 millions de porcs, est destinée à l'auto-consommation, ou à l'échange de proximité, monétaire ou troc. La production des grandes exploitations est essentiellement commercialisée auprès des grands abattoirs.

Beaucoup de coopératives sont restées en état après la privatisation, avec les anciens dirigeants toujours au pouvoir. C'est pour ce type d'entités que l'on enregistre l'essentiel des pertes de cheptel, par la disparition du porc sur l'exploitation ou par leur transformation en entreprises agricoles. Actuellement, les coopératives donnent souvent la priorité à la production végétale : les conditions naturelles très favorables (en particulier la qualité des terres) leur permettent plus facilement d'atteindre une bonne compétitivité dans ce secteur.

Les nouvelles sociétés privées produisant du porc sont souvent issues des fermes d'État. Elles fonctionnent encore parfois comme les coopératives. Néanmoins certaines investissent à bon escient, ont des projets et s'adaptent aux règles du marché libéral.

## Répartition du cheptel selon le statut des exploitations en Hongrie en milliers de porcs et en % du total

	Cheptel total têtes	Anciennes fermes d'Etat/ sociétés agricoles		Coopératives de production		Fermes individuelles	
		têtes	%	têtes	%	têtes	%
déc-89	7 660	1 684	22	2 532	33	3 444	45
août-98	5 418	1 448	27	1 008	19	2 962	55
98/89	-29 %	-14 %		-60 %		-14 %	

Source : KSH

Les profonds bouleversements (économiques, privatisation, ...) ont entraîné un effondrement du cheptel porcin : les effectifs actuels sont inférieurs de 30 % à ceux de 1990, pour atteindre un peu plus de 5 millions de têtes. Les porcs sont répartis de manière assez homogène sur l'ensemble du pays.

### Les outils et le fonctionnement peu évolués

Dans les grandes structures, les matières premières pour l'aliment porc sont produites sur la ferme, permettant la fabrication d'aliment à la ferme. Les céréales sont séchées et stockées sur place dans des granges sur sol bétonné avec souvent des problèmes de conservation. Le complément azoté et le prémix sont importés, mais chers, ils sont peu utilisés provoquant un déséquilibre des rations.

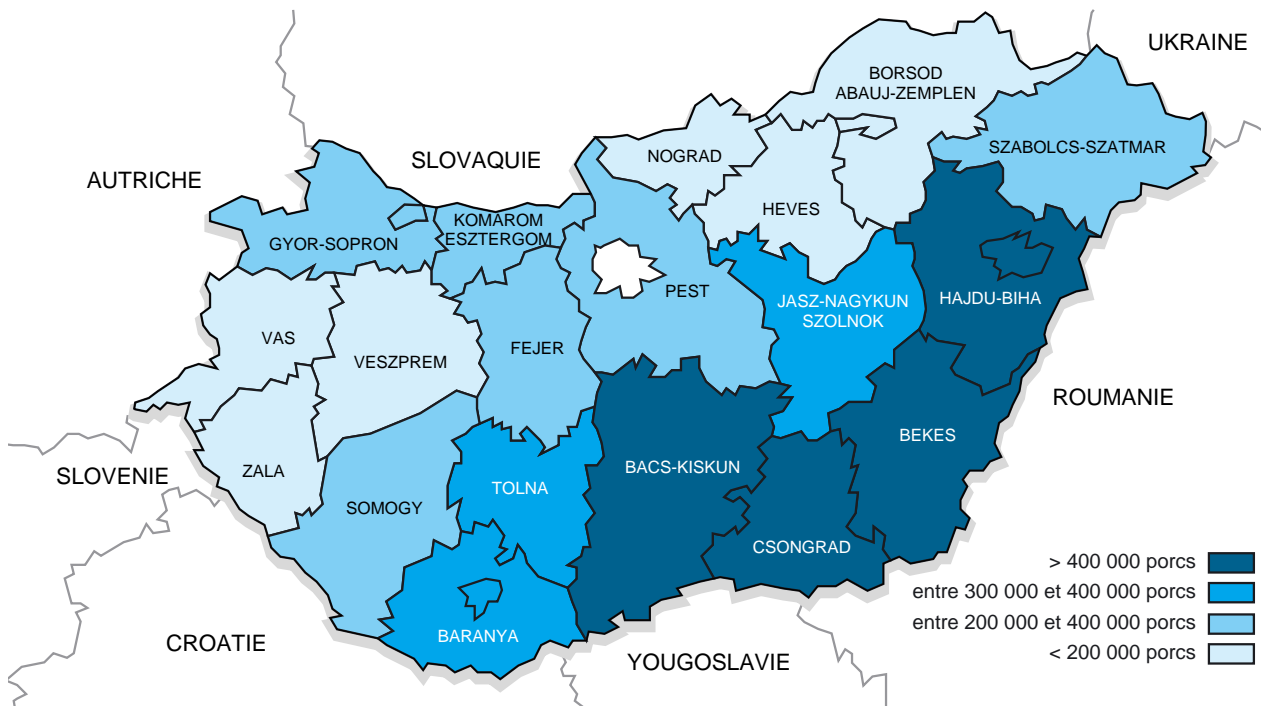
Les fermes de sélection privées poursuivent le travail d'amélioration génétique à partir de races pures importées d'Europe de l'Ouest. L'objectif du travail de sélection est d'améliorer le taux de muscle (actuellement de 51 % en moyenne) et le rendement. Les élevages de grande taille assurent en général le travail de multiplication. Mais l'organisation de la pyramide de sélection est peu rigoureuse. La qualité des reproducteurs utilisés en production ne correspond pas aux potentialités des races pures.

Les bâtiments d'élevage, construits dans les années 1970, sont anciens et peu performants. Il s'agit de grandes unités de 500 à 1 000 m<sup>2</sup> sur paille ou sur sol bétonné avec une très faible proportion de caillebotis. La structure et les aménagements intérieurs de ces bâtiments sont souvent d'origine. Le chauffage est presque toujours déficient. Leur conception et leur conduite répondent mal aux exigences





## Répartition du cheptel selon les régions, cheptel d'août 1998



des porcs. L'ambiance et l'hygiène sont par conséquent très difficiles à maîtriser. Depuis les changements, les investissements, de construction ou de rénovation, sont rares. Ceux qui ont été réalisés portent surtout sur la maternité et le post-sevrage ou la distribution automatique de l'aliment. Trop peu d'investissements concernent la structure des bâtiments, alors qu'ils paraissent prioritaires en particulier en engraissement.

La chaîne de bâtiments est la même qu'en Europe de l'ouest. Les compartiments sont spécialisés en fonction du stade physiologique de l'animal. Mais la conduite d'élevage en "tout plein - tout vide" souffre de l'absence de cohérence entre la taille des compartiments. De plus, le nombre de truies mises à la saillie est supérieur de 30 % environ au nombre de places en maternité. On pratique l'adoption des porcelets et les truies en sur-nombre sont alors réformées ou renvoyées en attente-saillie.

La charge salariale qui pèse sur les coopératives est considérable. Cela s'explique par le rôle que jouent ces

structures dans l'organisation sociale des communes rurales : souvent la quasi-totalité des emplois du village est assurée par la coopérative. Par cette raison, il est difficile de réduire les effectifs de main d'œuvre, personnel salarié ou membres. Cette situation ne favorise pas le rôle strictement économique des coopératives.

Les résultats techniques sont inférieurs de 20 à 30 % à ceux de l'Union européenne.

- Les maternités sont en général occupées de matière continue, il n'y a pas de vide sanitaire. Les porcelets apparaissent souvent comme très hétérogènes. En moyenne, environ 9 porcelets sont sevrés par truie nourrice. La mortalité est relativement faible : entre 5 et 10 % surnés vivants. Le poids au sevrage à 21 jours varie de 5,5 à 6,5 kg pour les meilleurs. Il y a pas toujours de fiche d'enregistrement par truie.
- Les porcelets atteignent en moyenne un poids de 30 kg à 80 jours d'âge. Le GMQ en post-sevrage est

d'environ 400 g/j. L'indice est entre 2,2 et 2,5. Les animaux proviennent de différents lots de maternité, ce qui représente un risque de transmission des maladies.

Le poids de sortie d'engraissement des porcs varie de 95 à 105 kg. Le GMQ est de 650 à 700 g/j. Le pourcentage de muscle, mesuré par le Fat-O-Meter, varie de 50 à 55 %, avec une incertitude sur la méthode utilisée. Mais, la qualité des carcasses est estimée inférieure à celle de la France. L'indice de consommation varie de 3 à 3,9. La mauvaise qualité de stockage des céréales semble à l'origine d'une mortalité importante. L'alimentation manuelle à sec (farine ou granulé) a tendance à supplanter l'alimentation en soupe.

- Les reproducteurs sont souvent logés en groupe dans des boxes de 20 à 30 places. Ce mode de logement implique la reproduction par monte naturelle et l'entretien d'un très grand nombre de verrats. D'une manière générale, le suivi individuel des animaux est inexis-



### Performances recueillies dans les grands élevages visités en Hongrie

	données obtenues (moyenne)	
Nombre de porcelets par portée	9	
Âge et poids au sevrage	21 jours à un poids moyen entre 5,5 et 5,6 kg	
Post-sevrage	IC : 2,2 à 2,5	GMQ : 400 g/j
Engraissement	IC : 3,0 à 3,9	GMQ : 650 à 700 g/j
Insémination artificielle	absente	
Productivité de main d'œuvre	1 UTH / 30 truies	
Taux de muscle	50 à 55 %	

tant, ce qui aboutit à des erreurs de conduite, comme la présence de truies en chaleur dans les bâtiments "gestantes".

- La consommation d'énergie rapportée à la truie se situerait à environ la moitié des dépenses énergétiques annuelles pour un élevage français moyen.

La productivité moyenne de la main d'œuvre se situe autour d'une UTH pour 30 truies. Cette faible productivité s'explique par l'absence de qualification des porchers et par une conception et une conduite d'élevage qui requièrent beaucoup de main d'œuvre.

Dans les grands élevages, le suivi sanitaire est assuré par la présence d'un vétérinaire à temps plein. Aujesky et SDRP ont fait leur apparition ces dernières années. Les pratiques d'élevages - absence de compartimentation cohérente, de vides sanitaires, mode de reproduction, circulation du personnel - ne sont toutefois pas remises en cause.

Les matières premières d'origine nationale sont à des prix compétitifs. Par contre, les matières premières protéiques et les prémix sont très chers. L'efficacité alimentaire est faible. Les charges diverses (renouvellement, frais financiers, travail, ...) regroupent moins de 20 % du coût

total. Le coût hongrois se situe à environ 80 % du coût français, la différence de qualité ramenant cet avantage à moins de 1 FF. Cet avantage, calculé pour les grandes unités, est sans doute plus faible pour les petites structures de production. Ces dernières sont en quasi-totalité hors de l'économie de marché, bien que représentant environ la moitié de la production.

### Des abattoirs sous-utilisés

La structure de l'aval de la filière porcine est aussi marquée par l'héritage du régime socialiste. Le pays avait des abattoirs d'État, coopératifs ou communaux. Les entreprises d'abattage transformaient la majeure partie des porcs abattus. La plupart des abattoirs datent des années 70 ou 80. Ils ont été conçus sous l'influence occidentale avec un objectif : l'exportation vers les pays de l'Est, mais aussi vers l'Europe de l'Ouest. Les anciens abattoirs d'État, tous privatisés, disposent d'agréments à l'importation dans l'Union européenne et aux États-Unis.

En 1998, la Hongrie aurait plus de 300 abattoirs répertoriés, dont plusieurs petits ont été créés ces dernières années. L'objectif politique est de réduire le nombre d'outils à une cinquantaine, tous de taille grande ou moyenne. Eux seuls seraient considérés comme viables. Depuis les chan-

gements, peu d'investissements ont été réalisés.

La production a fortement chuté depuis 1990, passant de 11 - 12 millions à 6 - 7 millions de porcs charcutiers par an. Les anciens grands abattoirs d'État et les abattoirs appartenant à des coopératives réalisent la moitié de ces abattages. Les abattages non déclarés destinés au marché informel ou à l'auto-consommation représentent 30 % du total. En général, les grands abattoirs ne travailleraient, au mieux, qu'à environ 50 % de leur capacité.

- Sous l'ancien régime, les abattoirs étatiques s'approvisionnaient essentiellement à partir des fermes d'État. Aujourd'hui, ils recherchent des contrats ou une certaine intégration avec des grandes fermes, mais aussi avec des petites exploitations individuelles. Ces abattoirs vendent de la viande fraîche et surtout des produits transformés, aux chaînes de distribution et à l'exportation. Les abattoirs privés disposent des contrats avec des producteurs ou ont des élevages en intégration.
- Les abattoirs coopératifs s'approvisionnent dans leurs propres élevages, mais ils regroupent aussi les porcs auprès des fermes individuelles. Une partie de la production est exportée, surtout vers l'Est. Sur le marché national, les abattoirs commercialisent surtout leur production aux chaînes de distribution ou dans leurs propres magasins de vente. Ils produisent de la viande fraîche et des produits transformés.
- Beaucoup de petits abattoirs ont été créés ces dernières années. Souvent, ils abattent chacun entre 10 et 20 porcs par jour et ne répondent pas aux exigences sanitaires et vétérinaires. Une partie importante de la production est destinée au marché informel. Ces outils approvisionnent essentiellement le marché



régional en viande fraîche, souvent en relation avec des grossistes ou des réseaux locaux de distribution.

La Hongrie compte 8 à 9 groupes importants qui réalisent l'abattage, la découpe et la transformation. Ils contrôlent plus de la moitié des tueries. Dans ces entreprises, la participation étrangère au capital est de 40 % en moyenne. On évoque souvent la présence de Danois, d'Allemands, d'Autrichiens et d'Italiens. Ces entreprises produisent une large palette de produits transformés.

### Fonctionnement et équipement, des outils à revoir

Les transports d'animaux sont peu performants. Ils se font dans des camions et remorques bennes de type classique, avec en moyenne 70 porcs par voyage. Il n'existe pratiquement pas d'équipements spécifiques pour le nettoyage et la désinfection des camions et remorques.

La législation hongroise prévoit l'identification de tout animal transporté et un certificat vétérinaire garantissant l'absence de peste et de fièvre aphteuse. Dans les abattoirs, la bonne application de cette législation ne saute pas aux yeux. Ces dernières années, environ 5 millions de porcs seraient abattus sous contrôle sanitaire. Dans les grands abattoirs, les contrôles sanitaires sur la chaîne d'abattage paraissent bien effectués.

En principe, les abattoirs ayant une cadence supérieure à 60 porcs/heure et ceux tuant plus de 10 000 porcs/an doivent pratiquer la classification des carcasses. Elle est obligatoire depuis 1994. La grille EUROP est imposée. On estime le nombre de porcs classés à près de 3,5 millions. Le taux de muscle moyen pour le pays est proche de 51 % : les carcasses produites par les gros élevages ont des taux avoisinant 54 % (poids moyen de

carcasse avec tête de 83-85 kg). Les animaux produits par les petits producteurs pèsent en moyenne 120 kg vif, avec 48 % de muscle.

Dans les entreprises, les équipements sur la chaîne sont souvent anciens : matériels d'échaudage et d'épilation, circuits électriques, tuyauteries, etc. Dans certains cas, les chaînes et les convoyeurs sont également en mauvais état (rouille). La maintenance et l'entretien sont mal effectués. Sur la chaîne, on estime le nombre d'opérateurs 3 à 4 fois supérieur à ceux des outils de cadences équivalentes en France. Sauf quelques exceptions, les entreprises ont des capacités insuffisantes de préparation et de stockage pour répondre à l'attente de la grande distribution. Elles manquent de salles de réfrigération et de conditionnement, de hall et de quai d'expédition, ainsi que de capitaux nécessaires pour améliorer cette situation.

Parmi les différentes formes de distribution, la coopérative de distribution reste la plus importante. Les investisseurs étrangers semblent plus présents que dans d'autres maillons de la filière. On peut observer dans tout le pays des chaînes de distribution de l'Union européenne qui gagnent rapidement en importance.

### Le bilan d'approvisionnement reste excédentaire

La Hongrie a conservé sa position exportatrice nette de viande porcine, malgré l'effondrement de la produc-

tion depuis la transition, mais le taux d'excédent est passé de 147 % en 1990 à 123 % en 1997. Après l'effondrement de son grand client soviétique en 1991, la production a dû faire face à une importante restructuration et au manque de moyens financiers des exploitations pour poursuivre leur activité. La consommation a souffert de la suppression des subventions aux achats de viandes. De plus, le pouvoir d'achat s'est dégradé fortement depuis la transition. A l'exportation, entre 100 et 150 000 tonnes depuis 1995, les entreprises ont perdu des débouchés majeurs. Les importations sont faibles. Le marché national est protégé par droits de douane qui peuvent atteindre 55 % de la valeur.

Afin d'arrêter la baisse de la production, le gouvernement hongrois offre des soutiens importants aux producteurs et aux entreprises. En fonction du prix de marché et d'un prix garanti, défini par le Ministère, le producteur ou l'abatteur reçoit une aide à la production. Cette mesure concerne uniquement les carcasses de qualités E, U, R. De plus, les abattoirs exportateurs bénéficient de l'aide à l'exportation, à condition de payer aux producteurs un prix supérieur au prix minimum, également établi par le Ministère de l'Agriculture.

### Conclusions et perspectives

La Hongrie était considérée, sous le régime socialiste, comme un des pays ayant les secteurs agricoles et alimentaires les plus performants de

**Bilan d'approvisionnement porcin en Hongrie**  
en milliers de tonnes équivalent carcasse (Source : KSH)

	1987	1990	1996	1997
Production	1072	1040	675	644
Importation	1	3	12	6
Exportation	279	306	163	135
Disponible pour consommation	782	707	505	524
Taux d'approvisionnement	137	147	134	123
Consommation par habitant	73,2	67,6	49,7	



l'Europe centrale et orientale. Elle a été secouée par d'importants changements politiques et économiques depuis 1990. La transition d'une économie planifiée vers une économie de marché s'est accompagnée d'une baisse de la production de l'ensemble de l'économie nationale, d'une forte dévalorisation de la monnaie, de l'apparition du chômage... L'agriculture a particulièrement souffert, surtout au début des années 1990, car l'évolution relative des prix a été défavorable aux producteurs agricoles.

Aujourd'hui, la crise russe affecte beaucoup la Hongrie, qui entretenait des relations étroites avec les pays de l'ex-URSS, surtout pour l'échange des produits agricoles.

Dans l'agriculture, la restructuration a entraîné une baisse de la production, surtout dans le secteur des productions animales. Ces profonds bouleversements ont conduit à l'effondrement du cheptel porcin, de 8 à 5 millions de têtes. Des exploitations collectives de grande taille et des petites fermes individuelles, se partagent le cheptel en deux moitiés.

La privatisation des grandes structures est quasiment achevée. Les fermes d'État ont généralement été divisées en plusieurs grandes exploitations avec un statut de nouvelle coopérative ou d'entreprise agricole. Elles sont polyvalentes ou spécialisées vers la production végétale ou animale. Les

terres des coopératives ont été restituées aux anciens propriétaires, aux héritiers, ou ont fait l'objet d'indemnités financières. Certains agriculteurs se sont installés à leur compte. D'autres sont restés en coopérative. Les élevages porcins font souvent partie d'une exploitation agricole avec d'autres activités, même si l'élevage a une gestion autonome.

Face aux besoins d'investissements, les moyens financiers font défaut. Peu de coopératives ont de réserves nécessaires, les banques exigent une garantie représentant 2,5 fois le montant du crédit et, avec une inflation d'environ 18 %, les emprunts sont très chers.

L'organisation professionnelle et technique hongroise en est encore à ses balbutiements : les organismes existants cherchent leur place dans la filière. Pour le moment, les exploitations agricoles ne reçoivent pas l'appui de conseillers techniques pour améliorer leur production.

Le soutien du Ministère de l'Agriculture à la production est très coûteux, en regard des moyens financiers disponibles. Le nouveau gouvernement, au pouvoir depuis l'été 1998, comprend le Parti Indépendant des Petits Propriétaires (FKGP). Il affiche l'objectif d'apporter plus de soutien aux petites exploitations, alors qu'au paravant, seules les grandes struc-

tures en bénéficiaient. Les petites exploitations ont une forte capacité de résistance et une production liée à l'autoconsommation et au marché noir. Mais elles ne sont pas en mesure de réaliser des investissements.

Le capital étranger pourrait modifier le paysage de la production par des investissements à un rythme plus soutenu. Le contexte international est favorable : dans l'UE, de nombreux éleveurs sont confrontés à des problèmes pour étendre leur production. De plus, les débouchés potentiels importants existent en Europe centrale et surtout orientale.

De toute la filière porcine, le secteur d'abattage-transformation apparaît encore dans la situation la plus favorable. La cinquantaine de grands abattoirs sont des outils relativement corrects, mais souffrent d'une surcapacité très élevée. L'accès au capital pose le même problème que pour les élevages. Pour conserver les parts sur les marchés étrangers, le gouvernement soutient les exportations.

Depuis quelques années, il sont en concurrence avec environ 300 petits abattoirs, dont certains échappent totalement aux normes sanitaires et vétérinaires et qui ne payent pas de taxes sur la production. Le marché parallèle représente environ 30 % de la production hongroise. Les incertitudes sur l'approvisionnement orientent les abatteurs vers l'intégration des grandes exploitations. La forte compétition, entraînant une hausse du prix du porc, affaiblit le secteur d'abattage.

Toutes les entreprises de l'aval de la filière ont pris les habitudes des marchés des pays de l'Est, c'est-à-dire des exigences qualitatives faibles à tous les niveaux : pourcentage de maigre, présentation, hygiène. Elles souhaitent toutes pénétrer les marchés de l'Union Européenne et notamment les pays voisins de langue germanique





par des produits de meilleure qualité et peu gras. La perte du marché russe apparaît catastrophique et rend obligatoire la recherche de débouchés commerciaux vers d'autres pays.

Les principaux groupes d'abattage ont des actionnaires étrangers. La crise russe conduira inévitablement à des regroupements et sans doute à des fermetures d'entreprises, compte tenu des surcapacités d'abattage. Le maintien du prix du porc à un niveau élevé, alors que les monnaies des pays périphériques se dévaluent considérablement, rétrécit fortement les débouchés.

#### La Hongrie dispose d'un certain nombre de forces :

- elle se situe au centre entre Europe de l'Ouest et de l'Est,
- elle a une main d'œuvre bon marché,
- elle a un potentiel d'extension des productions végétale et animale,
- le coût de production est actuellement inférieur à celui de l'UE.

#### Face à ces avantages, des faiblesses freinent le développement ou nuisent à la compétitivité :

- par manque de moyens financiers, peu d'investissements ont été réali-

- sés ces dernières années,
- la productivité technique dans les élevages est faible, la main d'œuvre globalement peu qualifiée,
- les soutiens gouvernementaux maintiennent des entreprises en l'état, mais ne conduisent pas à une amélioration de la compétitivité,
- la filière n'a pas d'organismes techniques d'appui.

A court terme, les effectifs porcins vont se maintenir ou même croître légèrement grâce à l'importance du soutien actuel par les prix : le secteur, protégé vis-à-vis de l'extérieur, est rentable.

Une éventuelle croissance de la production sera absorbée par une croissance équivalente de la consommation à l'intérieur du pays, grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat. Elle aura peu d'influence sur les exportations de viande de porc. Elles sont toutefois affectées par l'évolution du taux de change.

Mais la crise porcine est aussi présente dans les pays de l'Est. L'État hongrois aura-t-il les moyens de soutenir les prix suffisamment de temps pour éviter une chute de la production alors inévitable ? Car dans l'ensemble

de la filière, le secteur de la production semble le plus faible et le plus difficile à faire évoluer. Le secteur aval, malgré sa surcapacité, paraît mieux préparé pour répondre à la concurrence et aux exigences des standards européens.

Les Hongrois considèrent l'entrée dans l'Union européenne comme l'objectif des prochaines années. Pour certains secteurs de l'économie, cette entrée pourrait être favorable toute de suite, y compris dans l'agriculture. Ce ne serait pas le cas des productions animales.

Après 2005/2006, sous réserve qu'une période de transition ne vienne s'y opposer, la filière porcine sera totalement exposée à la concurrence des entreprises de l'Union européenne. Malgré les aides susceptibles d'être apportées par l'UE pour améliorer l'infrastructure et la compétitivité de l'agriculture hongroise, avec un possible effet positif sur la filière porcine, les retards techniques seront alors déterminants. Une nouvelle réduction du cheptel viendrait alors frapper le secteur dans les élevages, où le capital humain et financier fait défaut. ■

Pour plus d'informations, le rapport d'étude est disponible sur simple commande par fax 01 40 04 53 77  
prix 250 F TTC franco. Contact auteur : jan-peter.vanferneij@itp.asso.fr

